

Interpellation des candidats à la campagne présidentielle de 2017 par les entreprises de services

Depuis trente ans, le moteur du développement économique mondial a changé, notre monde est entré dans **l'ère du service**.

Les activités de services représentent la plus grande part des PIB des grandes économies, y compris celles qui s'industrialisent. En Chine la part des services marchands et du commerce dans le PIB s'élève à près de 50%, en Allemagne 51%, aux USA et en France 56%, au Royaume Uni 60%.

La part de marché mondiale des pays émergents dans les services devrait passer de 30% à près de 60% entre 2011 et 2022 ; **la fenêtre d'opportunité s'ouvrant à nos entreprises** pour conquérir ces nouveaux marchés sera donc courte, **estimée à 10 ans**.

La France doit accueillir cette évidence pour en faire la clef de notre développement national, pour prendre le leadership du marché européen et une place majeure dans le marché mondial.

Nous disposons d'atouts considérables pour atteindre l'excellence et conquérir les nouveaux marchés de croissance : santé, dépendance, ville durable, ingénierie, systèmes complexes, numérique, mobilité, éducation et formation, télécom, services financiers, tourisme, communication, etc.

- Nous, entreprises de services, occupons un rôle central dans l'économie nationale : plus de **10 millions d'emplois** sur les 15 millions du secteur privé, près de **50% du PIB**.
- **Nous créons 80% des emplois** de notre pays.
- Parce que le comportement des citoyens-consommateurs évolue de plus en plus vers la consommation **de solutions (services + produit)**, nos secteurs seront **la force d'entraînement** de l'économie dans les années à venir.
- Nous sommes incontournables dans la **montée en gamme** de tous les autres secteurs économiques. Il n'y aura pas **d'économie forte sans services forts, innovants et performants**.
- Nous sommes au cœur des grandes mutations technologiques actuelles : **le numérique, c'est avant tout du service**.
- Nous offrons la majorité des **métiers en demande aujourd'hui et des métiers de demain**, quel que soit le niveau de qualification de départ. Les services, ce sont des **trajectoires professionnelles variées** et des **opportunités de qualification** pour tous.
- Nous sommes la principale **porte d'entrée dans l'emploi** pour les jeunes, les chômeurs et les personnes les moins qualifiées (décrocheurs).

POURTANT.....

- **Notre pays prend depuis plusieurs années un retard considérable** par rapport à nos grands voisins européens en matière de création de richesse et d'emplois dans les services. Si la France avait connu la même dynamique de création d'emplois dans les services que l'Allemagne depuis 2013, **elle compterait 100 000 salariés supplémentaires** dans les services aujourd'hui.

- **Nous sommes entré dans l'ère du service depuis 30 ans sans avoir ré-actualisé nos références et nos outils réglementaires** : durée et contrat de travail ; dialogue social ; fiscalité ; normalisation... Les règles actuelles freinent le développement de nos entreprises.
- **Les leaders d'opinion politiques et économiques n'ont pas encore pris la mesure** de la place majeure et de l'extraordinaire potentiel de nos secteurs.

En entrant dans l'ère du service, nous sommes déjà dans le monde demain. Cette ère est porteuse d'opportunités extraordinaires pour notre pays. Si cette réalité économique dominante n'est pas reconnue, les promesses de l'ère du service ne seront pas tenues, laissant le chômage et l'exclusion continuer leurs ravages.

À l'heure où le processus démocratique ouvre la voie à de nouveaux projets pour notre pays, les entreprises de services proposent des solutions, jusqu'ici inexploitées, qui permettront à notre pays de recouvrer son dynamisme et à nos concitoyens d'envisager l'avenir avec espoir.

Les entreprises de services invitent les candidats à la Présidence de la République à intégrer ces contributions dans la vision qu'ils proposent pour notre avenir commun.

1 Vous voulez relancer la croissance ?



Faites des services un axe central de notre politique économique

Le premier dirigeant politique qui énoncera l'évidence de « l'ère du service », qui décidera d'accompagner cette mutation et qui en libérera tout le potentiel - aujourd'hui bridé ou ignoré - offrira à la collectivité nationale les clefs du redressement et des perspectives de développement hors de nos frontières.

PRINCIPALES PROPOSITIONS

- **Faire des services une orientation centrale de notre politique économique et sociale**, au bénéfice de tous les autres secteurs.
- **Porter une stratégie de développement offensive à l'international** et nourrir, pour notre pays, l'ambition de **prendre le leadership des services en Europe**.
- **Promouvoir et soutenir l'ensemble des initiatives territoriales** axées sur la dynamique Services.

2 Vous souhaitez que les entreprises françaises s'emparent des marchés de croissance à l'international ?



Accompagnez la transformation des activités de services et le développement des nouveaux modèles issus du numérique !

C'est avec les entreprises de services que la France atteindra l'excellence sur les marchés de croissance où nos entreprises disposent déjà de réels atouts. Pour y parvenir, il s'agit de permettre le développement des milliers d'entreprises qui font notre force et des nouvelles générations qui émergent. Actuellement, les décisions relatives à l'émergence des nouveaux modèles issus du numérique sont prises sur un mode réactif, de façon ponctuelle et sectoriel.

PRINCIPALE PROPOSITION

- **Créer une cellule stratégique** qui mobiliserait des représentants légitimes des pouvoirs publics (Etat, collectivités) et du monde économique (entreprises existantes et émergentes) pour élaborer les principes et règles permettant aux acteurs existants de s'adapter aux mutations et aux nouveaux modèles de se développer.

3 Vous voulez créer de l'emploi pour tous ?



Accueillez les mutations structurelles du marché du travail et adaptez notre modèle social à l'ère du service !

Les nouvelles formes de travail issues de l'ère des services (pluriactivité, temps partiel, contrats courts...), sont en hausse tendancielle depuis 10 ans, et amenées à s'amplifier. Il s'agit d'adapter la réglementation sociale et fiscale à ces mutations majeures.

PRINCIPALES PROPOSITIONS

- Créer un nouveau contrat de travail réduisant le dualisme du marché du travail.
- Supprimer les règles héritées du modèle social ancien (durée minimale du travail à temps partiel, règle de prise de congé, ...).
- Rendre le système d'indemnisation vertueux pour favoriser le retour à l'emploi (aménagement des indemnités chômage).
- Rendre la dépense passive convertible en emploi.
- Adapter la mobilité et l'accès au logement aux besoins des personnes exerçant des métiers de services.

Libérer le potentiel des services permettra à notre pays de qualité de vie aux français, d'offrir des trajectoires professionnelles

4 Vous croyez dans l'intégration de tous par l'activité économique ?



Valorisez les services et développez massivement la formation professionnelle !

Les métiers de services sont souvent mal identifiés, trop souvent méconnus ou dévalorisés alors qu'ils offrent un formidable potentiel d'emplois ouverts à tous, diplômés et non diplômés, et notamment aux décrocheurs du système scolaire.

La montée en compétences et de l'employabilité de tous doit être une priorité nationale.

PRINCIPALES PROPOSITIONS

- Lancer une campagne nationale de valorisation de l'image des métiers de service.
- Inciter fiscalement les entreprises à investir dans la formation professionnelle.
- Former efficacement aux métiers de services, notamment aux métiers en tension : adapter les règles de l'alternance, faciliter les reconversions, valoriser les formations courtes, « socles » et transverses (ex. Certificat de compétences services initié par le GPS et ses membres), développer les compétences des seniors dans le numérique...
- Identifier les métiers d'avenir et adapter les cursus de formation en conséquence.
- Créer un observatoire dynamique de l'emploi et des trajectoires professionnelles dans les services (national et territorial).

5 Vous savez que la compétitivité des entreprises est la clef de la création de valeur et d'emplois ?



Mettez en place une fiscalité intelligente et simplifiée, adaptée aux entreprises de services !

De par leur modèle économique, les entreprises de services sont particulièrement sensibles aux **charges pesant sur les salaires** (la masse salariale représente jusqu'à 80% de la valeur ajoutée), **aux taxes ayant pour assiette la valeur ajoutée, et à la fiscalité locale.**

Par ailleurs pour être compétitive et performante, elles doivent **massivement investir** dans la formation, la digitalisation sans oublier la mise aux normes diverses (sanitaires, environnementales, ...).

PRINCIPALES PROPOSITIONS

- Poursuivre la stratégie économique visant à diminuer le coût du travail par un allègement des charges.
- Supprimer progressivement la CVAE et terminer la suppression de la C3S.
- Instaurer un système de taxation unique sur le foncier.
- Ouvrir les mesures de sur-amortissement aux spécificités de l'investissement dans les services.
- Restaurer une fiscalité incitative du capital et de l'épargne.
- Rationaliser les impôts locaux
- Poursuivre les mesures de simplification administratives.
- Augmenter la transparence et la prévisibilité des taxes de l'Etat et des collectivités en créant un tableau de bord d'information consolidé pour les entreprises.

6 Pour les citoyens, vous défendez la qualité et la performance des services publics ?



Instaurez des collaborations public/privé apaisées et renforcées !

Le secteur privé offre dans de nombreux domaines de services, des **expertises** et des modèles économiques pouvant répondre aux exigences de **qualité** de la commande publique à des **coûts moins élevés** pour la collectivité. De plus, la commande publique est un véritable **levier de croissance et d'emploi**, qui contribue au développement des entreprises françaises sur leur marché domestique.

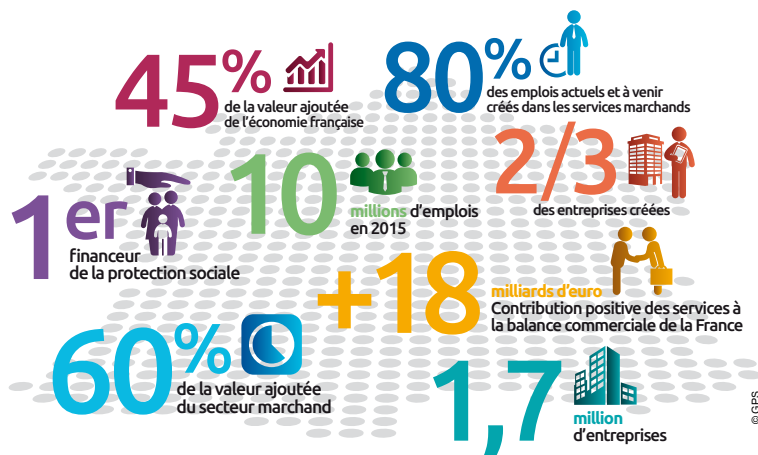
PRINCIPALES PROPOSITIONS

- Encourager, développer et valoriser les partenariats entre la sphère publique et les entreprises.
- Elargir le champ des activités de service public éligibles à la gestion déléguée.
- Rétablir une concurrence équitable entre structures publiques / parapubliques et entreprises privées : rendre obligatoire la motivation du choix du mode de gestion, harmoniser la fiscalité du public et du privé.

**retrouver emploi et croissance, d'offrir une meilleure
elles d'avenir et de réussir l'intégration de tous les citoyens.**

Les Services, l'atout d'une France qui gagne !

➔ Les services marchands : plus de 10 millions d'emplois et 45% de la valeur ajoutée du pays.



➔ Le GPS : 28 fédérations de services et 24 entreprises.

GPS

● ● ● GROUPEMENT
DES PROFESSIONS
DE SERVICES

Le **Groupement des Professions de Services (GPS)** réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe **28 fédérations de services** et **24 entreprises** opérant dans les activités suivantes : services aux entreprises, services financiers, services aux particuliers et aux personnes, services aux collectivités.

Nos thèmes d'action portent sur la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation, et la prise en compte des spécificités de nos secteurs dans les politiques publiques.

www.gps.asso.fr

➔ Le Pacte Services : 5 priorités et 30 propositions pour libérer la croissance et l'emploi



Mobilisés autour du **Pacte Services**, nos secteurs partagent **une grande ambition nationale** et portent des contributions clés pour la modernisation de notre modèle économique et social.

www.pacteservices.com

